

## Évolutions monétaires à La Réunion au 30 juin 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

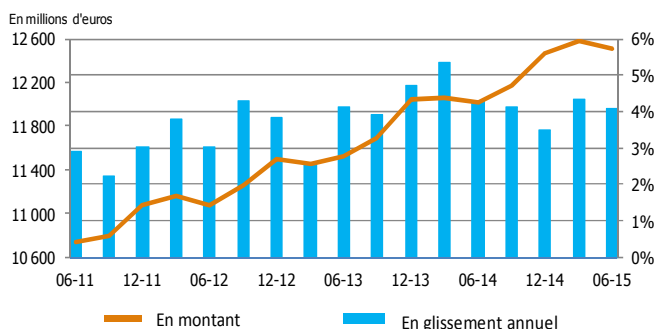
Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

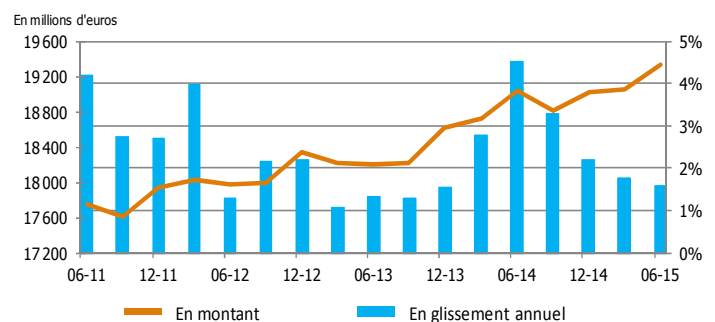
### UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI CONFIRME SON REDÉMARRAGE AU PREMIER SEMESTRE 2015

L'activité de financement continue d'être bien orientée à fin juin 2015. Les crédits à l'économie progressent de 1,5 % sur les douze derniers mois (+294 millions d'euros) tandis que les placements des agents économiques s'accroissent de 4,1 % sur un an (+494 millions d'euros). L'activité de financement bénéficie notamment d'une sensible croissance des encours de crédits consentis aux entreprises, tandis que les actifs financiers font apparaître une préférence marquée des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs, assez logique dans un contexte de taux particulièrement bas.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires

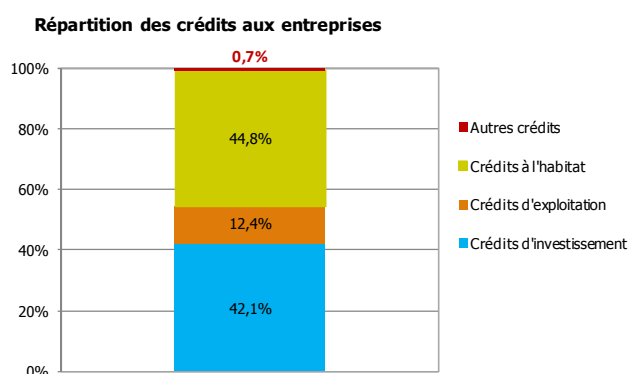
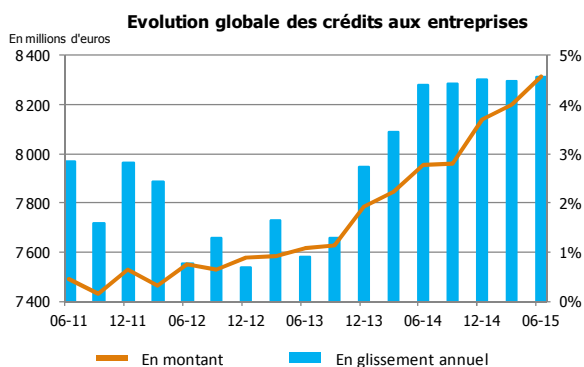


# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

## Accélération de la croissance des crédits aux entreprises

Les **financements consentis aux entreprises** progressent de manière soutenue sur le premier semestre 2015 (+2,2 %, soit +178 millions d'euros) et sur les douze derniers mois (+4,6 %, soit +363 millions d'euros). Les **crédits d'investissement** sont particulièrement bien orientés (+4,8 % en glissement annuel à fin juin 2015). Les **crédits immobiliers** sont également robustes (+6,2 % en glissement sur douze mois) en lien avec le financement de l'habitat social par un établissement de crédit de la place, dont la part dans les crédits immobiliers est prépondérante et en progression (80,5 % en juin 2014 à 82,1 % en juin 2015). L'encours des crédits aux entreprises atteint ainsi son plus haut niveau historique à 8,3 milliards d'euros à fin juin 2015. Sa part dans l'encours sain total de crédits consentis dans le département augmente, passant de 45,4 % à fin juin 2015 contre 44,4 % un an plus tôt. Elle se rapproche donc progressivement de son niveau d'avant la crise de 2008 (à 47,7 % des crédits sains totaux).

Le **financement de l'exploitation** des entreprises s'inscrit par contre en baisse (-1,8 % entre juin 2014 et juin 2015). Les créances commerciales et l'affacturage) reculent sensiblement à la fois au premier semestre 2015 (respectivement de -9,0 % et de -8,7 %) et sur les douze derniers mois (respectivement de -4,9 % et de -1,0 %). A l'inverse, les comptes ordinaires débiteurs progressent rapidement (+39,4 % entre décembre 2014 et juin 2015 et +6,4 % entre juin 2014 et juin 2015).

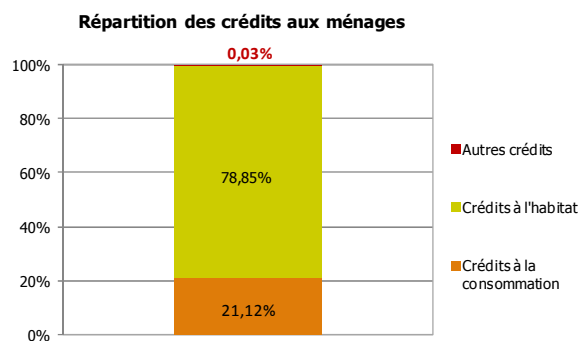
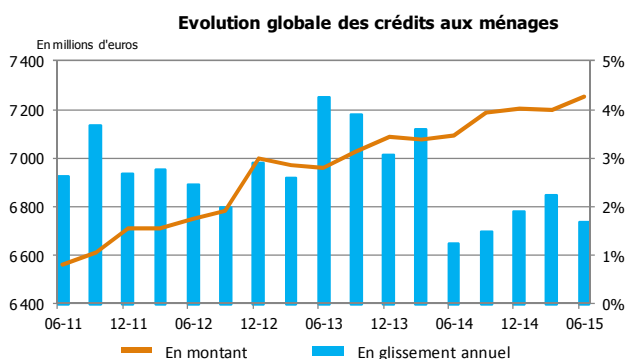


## Une croissance des crédits aux ménages plus modérée

Les **concours consentis aux ménages** atteignent un niveau historiquement haut à 7,2 milliards d'euros à fin juin 2015 mais progressent plus lentement que ceux des entreprises, en hausse de 0,6 % sur le premier semestre (+44 millions d'euros) et de 2,2 % sur douze mois glissants (+158 millions d'euros).

L'encours des **financements à l'habitat**, qui représentent 78,8 % des crédits octroyés aux ménages, affiche une croissance de 1,1 % sur le semestre et de 2,7 % sur un an (soit +151 millions d'euros). Son évolution reste toujours marquée par l'atonie du marché de l'immobilier depuis les modifications successives des dispositifs de défiscalisation.

Les **crédits à la consommation** enregistrent une évolution plus contrastée avec une baisse de 1,2 % sur le premier semestre (-19 millions d'euros) mais une hausse de 0,5 % sur les douze derniers mois (soit +7 millions d'euros). Quoique positive, cette croissance annuelle est, comme en décembre 2014 (+0,4 % après cinq années de contraction), contenue. A 1,5 milliard d'euros à fin juin 2015, l'encours des crédits à la consommation demeure très en deçà des maximums atteints dans les années 2007-2008 (proche des 1,8 milliard d'euros).



## Une progression mesurée des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** se replie légèrement au cours du premier semestre (-0,3 % soit -7 millions d'euros) mais cette situation recouvre une nette progression sur les douze derniers mois (hausse de 3,5 % soit +68 millions d'euros de juin 2014 à juin 2015). Les financements à court terme aux collectivités locales progressent très rapidement (+15,7 % sur le semestre et +118,7 % sur douze mois) tandis que les crédits d'investissement évoluent de

manière plus modérée (-0,9 % sur le premier semestre et +2,4 % sur douze mois). A noter que ces évolutions sont impactées par la gestion active de la dette de certaines collectivités locales (remboursements anticipés en fonction des rentrées fiscales). Par ailleurs, les données des derniers trimestres ont été impactées par des changements de reclassification d'encours entre entreprises et autres agents, suite à des changements de nomenclature.

Les **crédits aux autres agents** regroupent l'ensemble des autres financements octroyés dans le département. Ces encours se replient de 21,9 % sur les douze derniers mois (-208 millions d'euros) tandis qu'ils progressent de 9,1 % au premier semestre (+62 millions d'euros). Ces fortes variations viennent des changements de nomenclature indiqués précédemment. La plus grande partie des encours (40,9 %) sont portés sur les administrations de sécurité sociale (303 millions d'euros, -0,5 % sur le semestre). Les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) représentent 18,5 % des crédits aux autres agents (+13,2 % sur le semestre) et le solde concerne essentiellement les valeurs non imputées, les créances rattachées, les prêts à la clientèle financière et les autres prêts consentis par les établissements non installés.

## Une sinistralité en baisse

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) diminuent fortement sur les douze derniers mois (-8,5 % soit -86 millions d'euros) en lien avec la cession à un cabinet de recouvrement de créances d'une partie de son portefeuille de douteux par un des principaux établissements de la place. Le taux de créances douteuses de la place passe ainsi de 5,6 % des encours bruts en juin 2014 à 5,0 % en juin 2015 (pour les seuls ECIL). Postérieurement à cette opération de cession, les créances douteuses brutes s'inscrivent en hausse sur le premier semestre 2015 (+2,4 % soit +22 millions d'euros). Le taux de provisionnement des créances douteuses se dégrade légèrement pour s'établir à 61,3 % en juin 2015 contre 62,7 % à fin décembre 2014.

## DES ACTIFS FINANCIERS EN CROISSANCE SENSIBLE ET UNE NETTE PRÉFÉRENCE POUR LA LIQUIDITÉ

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** s'établit à 12,5 milliards d'euros à fin juin 2015, en progression de 0,4 % sur le premier semestre 2015 (+53 millions d'euros). En rythme annuel la croissance s'accélère passant de 3,5 % fin 2014 à +4,1 %.

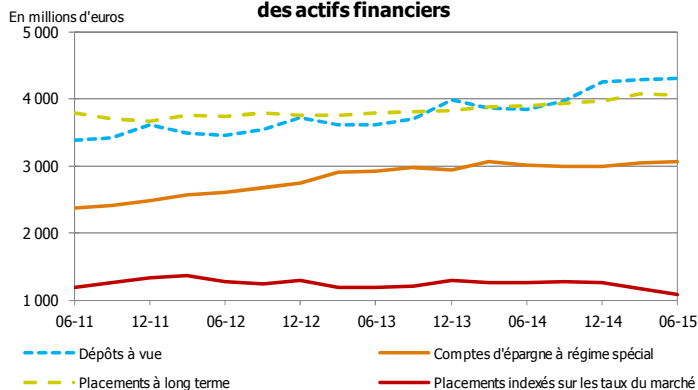
Tous les types de placements financiers n'évoluent pas de la même manière. La hausse enregistrée se concentre essentiellement sur les comptes de **dépôt à vue** (+12,0 % sur les douze derniers mois), notamment des sociétés non financières (+24,7 % sur douze mois). L'**épargne à long terme** progresse également assez fortement (+4,2 % sur douze mois, soit +163 millions d'euros), tirée par un regain d'intérêt pour les plans d'épargne logement (+9,5 % sur douze mois) et les placements en assurance-vie (+5,6 %).

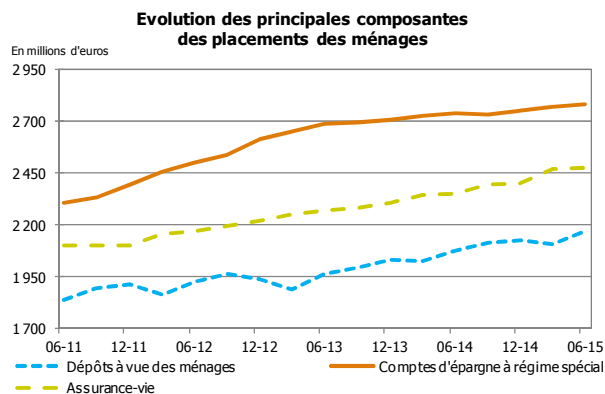
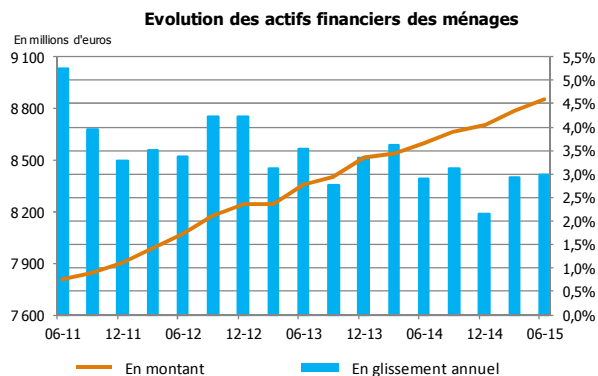
Peu attractifs au regard de leur faible rémunération (fixée par décret et abaissée en août 2015), les comptes d'épargne à régime spécial progressent de manière très modérée (+1,6 % sur douze mois). Les livrets A ont enregistré une légère décollecte sur douze mois (-0,3 %), de même que les livrets jeunes ou les livrets d'épargne populaire. En revanche, les livrets ordinaires enregistrent une croissance de leur collecte (+5,1 %) tout comme les livrets de développement durable (+2,4 %). Enfin, les placements indexés sur les taux de marché (essentiellement les comptes à terme et les certificats de dépôt) reculent sensiblement (-14,2 % sur douze mois soit une décollecte de -80 millions d'euros). Les encours des certificats de dépôts des banques diminuent ainsi de 61,6 % entre juin 2014 et juin 2015, soit -175 millions d'euros.

## Hausse de l'épargne des ménages

Les **placements des ménages** progressent de 3,1 % entre juin 2014 et juin 2015 (soit +262 millions d'euros) et de 1,8 % sur le premier semestre 2015 (+159 millions d'euros). Ce sont les dépôts à vue et l'épargne à long terme qui progressent le plus sensiblement (respectivement de +4,5 % et de +4,1 %). Les plans d'épargne logement affichent également une croissance soutenue (+9,5 % sur douze mois et +3,8 % sur le premier semestre), après la désaffection pour ce produit entamée en 2005 du fait d'un arbitrage de rémunération défavorable. Les placements boursiers des ménages s'inscrivent en fort recul: -17,9 % sur un an pour les obligations détenues par les ménages, -12,2 % pour les OPCVM non monétaires et -3,7 % pour les actions détenues en portefeuille-titres. Les placements indexés sur les taux de marché enregistrent également une baisse sensible (-16,1 % sur douze mois) comme observé au niveau de l'ensemble de la clientèle. Le bas niveau des taux monétaires, proches de zéro, n'incite pas les ménages à placer leurs économies sur ce type de produits, privilégiant la liquidité des comptes à vue.

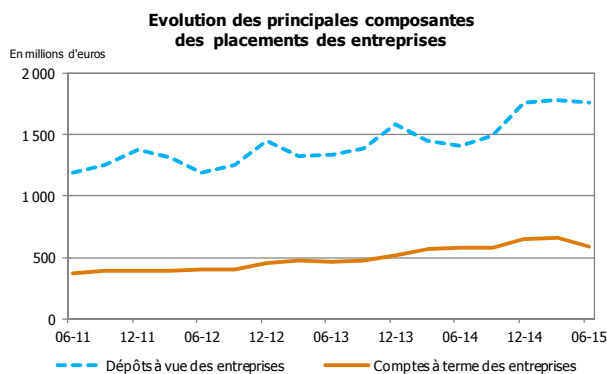
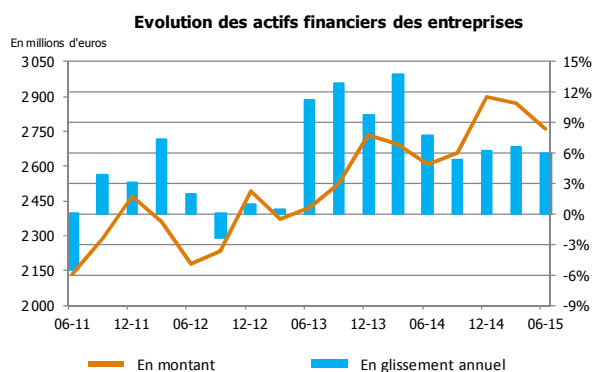
Evolution des principales composantes des actifs financiers





## Nette croissance des placements des entreprises

Les **placements des sociétés non financières** progressent également sensiblement sur les douze derniers mois (+5,6 % soit +146 millions d'euros) même s'ils se sont inscrits à la baisse sur les six premiers mois de l'année 2015 (-5,0 % entre décembre 2014 et juin 2015 soit -145 millions d'euros). Comme les ménages, les sociétés non financières semblent privilégier la liquidité de leur trésorerie. Les comptes de **dépôts à vue** progressent de 24,7 % sur douze mois (soit +349 millions d'euros). En revanche, l'encours des autres placements s'inscrit en net recul.



## Dynamisme des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** croissent de 10,4 % sur les douze derniers mois (+85 millions d'euros). La hausse concerne tous les types de produits : +5,5 % pour les comptes de **dépôts à vue**, +13,2 % pour les placements liquides et +16,3 % pour l'épargne à long terme. Les associations (ISBLM) concentrent 60,3 % de ces placements (en hausse de +7,6 % sur un an). Les sociétés d'assurance et les fonds de pension représentent pour leur part 27,3 % des placements des autres agents, et enregistrent une hausse de +16,0 % sur les douze derniers mois. Le reste des placements des autres agents concerne notamment les administrations publiques locales (3,4 % du total).

### MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

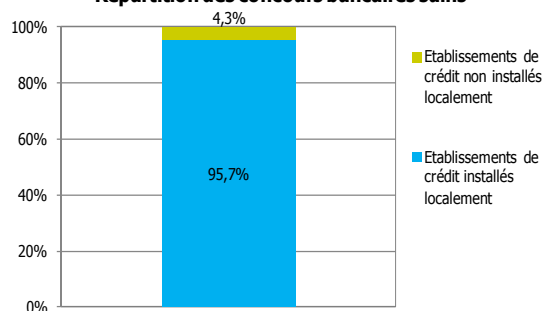
# TABLEAUX STATISTIQUES

## Les crédits à l'économie

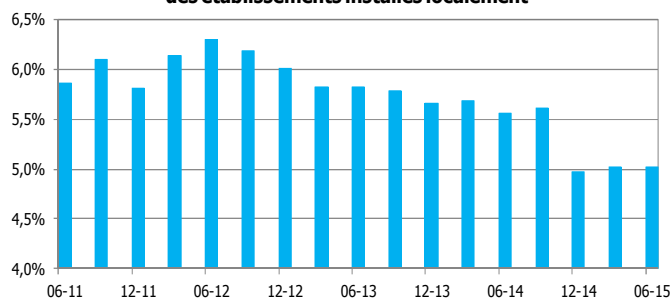
	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	1 152.6	1 166.3	1 137.2	1 045.9	1 008.3	1 012.0	953.4	1 027.3	1.5%	-1.8%
<i>Créances commerciales</i>	115.7	85.6	78.7	81.4	75.7	85.1	69.3	77.4	-9.0%	-4.9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	616.5	640.9	679.6	583.5	586.4	588.8	544.8	555.2	-5.7%	-4.8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	124.2	104.0	114.4	106.6	105.3	102.6	101.0	102.4	-0.1%	-3.9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	283.5	316.5	252.6	234.0	208.1	178.6	209.7	249.0	39.4%	6.4%
<i>Affacturation</i>	136.8	123.4	126.3	147.1	138.1	159.5	129.6	145.7	-8.7%	-1.0%
Crédits d'investissement	3 373.2	3 259.7	3 207.9	3 339.2	3 342.0	3 433.3	3 490.9	3 501.0	2.0%	4.8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 908.5	2 796.1	2 750.2	2 873.2	2 871.6	2 938.2	2 973.6	2 980.9	1.5%	3.8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	303.7	256.9	238.8	238.8	236.4	140.2	139.5	137.7	-1.8%	-42.3%
<i>Crédit-bail</i>	464.6	463.6	457.7	466.0	470.4	495.1	517.3	520.1	5.0%	11.6%
Crédits à l'habitat	2 931.9	3 068.8	3 216.5	3 507.5	3 552.0	3 625.2	3 688.0	3 725.7	2.8%	6.2%
Autres crédits	32.6	53.0	54.5	58.8	58.9	66.5	65.1	60.6	-9.0%	3.0%
<b>Encours sain</b>	<b>7 490.3</b>	<b>7 547.9</b>	<b>7 616.0</b>	<b>7 951.3</b>	<b>7 961.2</b>	<b>8 137.0</b>	<b>8 197.5</b>	<b>8 314.7</b>	<b>2.2%</b>	<b>4.6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 622.3	1 583.6	1 543.7	1 524.7	1 573.3	1 550.4	1 523.0	1 531.9	-1.2%	0.5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 506.8	1 477.7	1 435.7	1 409.7	1 447.5	1 428.4	1 404.5	1 410.4	-1.3%	0.1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	51.7	49.3	52.5	59.5	67.5	63.5	58.5	58.5	-7.9%	-1.7%
<i>Crédit-bail</i>	63.8	56.7	55.5	55.5	58.2	58.5	60.0	63.0	7.8%	13.5%
Crédits à l'habitat	4 938.9	5 168.4	5 414.5	5 564.4	5 610.6	5 652.7	5 674.5	5 715.7	1.1%	2.7%
Autres crédits	1.3	1.0	1.6	2.4	2.0	2.7	1.9	2.2	-17.7%	-7.6%
<b>Encours sain</b>	<b>6 562.4</b>	<b>6 753.0</b>	<b>6 959.8</b>	<b>7 091.5</b>	<b>7 185.9</b>	<b>7 205.8</b>	<b>7 199.4</b>	<b>7 249.8</b>	<b>0.6%</b>	<b>2.2%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	165.8	23.5	15.0	14.5	14.7	27.4	40.8	31.7	15.7%	118.7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	28.9	22.4	14.8	12.4	12.7	24.3	36.8	30.4	25.3%	145.9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	136.9	1.1	0.2	2.1	2.0	3.1	4.1	1.3	-59.4%	-ns-
Crédits d'investissement	1 846.3	1 881.5	1 939.9	1 909.1	1 887.3	1 971.7	1 907.4	1 954.2	-0.9%	2.4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 845.0	1 881.5	1 939.1	1 908.5	1 886.8	1 971.4	1 907.1	1 954.0	-0.9%	2.4%
Autres crédits	0.4	1.0	0.1	1.6	1.0	1.2	1.7	2.5	116.6%	-ns-
<b>Encours sain</b>	<b>2 013.8</b>	<b>1 907.2</b>	<b>1 956.1</b>	<b>1 926.3</b>	<b>1 904.1</b>	<b>2 001.4</b>	<b>1 951.0</b>	<b>1 994.5</b>	<b>-0.3%</b>	<b>3.5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>548.9</b>	<b>572.9</b>	<b>558.2</b>	<b>948.2</b>	<b>653.3</b>	<b>678.7</b>	<b>686.2</b>	<b>740.8</b>	<b>9.1%</b>	<b>-21.9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>16 615.3</b>	<b>16 781.0</b>	<b>17 090.1</b>	<b>17 917.4</b>	<b>17 704.4</b>	<b>18 022.9</b>	<b>18 034.0</b>	<b>18 299.7</b>	<b>1.5%</b>	<b>2.1%</b>
<i>dont ECNIL</i>	747.7	739.9	730.5	744.7	720.7	745.5	776.2	786.9	5.6%	5.7%
Créances douteuses brutes	1 127.6	1 188.7	1 120.6	1 112.8	1 110.5	1 004.2	1 015.8	1 024.3	2.0%	-8.0%
<i>dont ECIL</i>	988.2	1 077.7	1 010.5	1 011.6	1 008.7	903.9	912.9	925.9	2.4%	-8.5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	497.3	521.9	472.1	478.2	484.3	437.4	443.9	456.7	4.4%	-4.5%
<i>(dt) Entreprises</i>	393.9	414.2	357.7	344.7	349.9	315.5	312.1	321.2	1.8%	-6.8%
<i>(dt) Ménages</i>	98.6	104.4	109.1	130.8	131.7	119.5	129.5	133.4	11.6%	2.0%
Provisions	630.3	666.8	648.5	634.6	626.2	566.7	571.9	567.7	0.2%	-10.5%
<b>Encours brut total</b>	<b>17 743.0</b>	<b>17 969.7</b>	<b>18 210.7</b>	<b>19 030.2</b>	<b>18 815.0</b>	<b>19 027.0</b>	<b>19 049.8</b>	<b>19 324.1</b>	<b>1.6%</b>	<b>1.5%</b>
Taux de créances douteuses	6.4%	6.6%	6.2%	5.8%	5.9%	5.3%	5.3%	5.3%	0.0 pt	-0.5 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	5.9%	6.3%	5.8%	5.6%	5.6%	5.0%	5.0%	5.0%	0.0 pt	-0.5 pt
Taux de provisionnement	55.9%	56.1%	57.9%	57.0%	56.4%	56.4%	56.3%	55.4%	-1.0 pt	-1.6 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	63.8%	61.9%	64.2%	62.7%	62.1%	62.7%	62.6%	61.3%	-1.4 pt	-1.4 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



# Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 136.1</b>	<b>2 178.1</b>	<b>2 423.1</b>	<b>2 608.3</b>	<b>2 657.7</b>	<b>2 899.4</b>	<b>2 872.0</b>	<b>2 754.2</b>	<b>-5.0%</b>	<b>5.6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 187.0</b>	<b>1 196.2</b>	<b>1 338.4</b>	<b>1 410.1</b>	<b>1 489.7</b>	<b>1 758.0</b>	<b>1 782.2</b>	<b>1 759.0</b>	<b>0.1%</b>	<b>24.7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>834.4</b>	<b>877.3</b>	<b>975.4</b>	<b>1 101.6</b>	<b>1 074.2</b>	<b>1 052.3</b>	<b>998.9</b>	<b>910.0</b>	<b>-13.5%</b>	<b>-17.4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0.2	23.4	95.4	132.0	118.0	96.4	113.3	119.7	24.2%	-9.3%
Placements indexés sur les taux de marché	834.2	853.9	880.0	969.7	956.2	955.9	885.6	790.3	-17.3%	-18.5%
<i>dont comptes à terme</i>	367.4	402.0	466.9	581.7	579.9	652.2	662.1	586.9	-10.0%	0.9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	196.3	147.9	124.6	104.4	96.3	95.4	108.1	94.6	-0.8%	-9.4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	270.2	302.8	288.0	283.3	279.8	208.2	115.3	108.7	-47.8%	-61.6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>114.7</b>	<b>104.5</b>	<b>109.3</b>	<b>96.6</b>	<b>93.8</b>	<b>89.1</b>	<b>90.9</b>	<b>85.1</b>	<b>-4.5%</b>	<b>-11.9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	29.6	22.1	25.1	14.7	15.0	14.7	15.3	14.4	-1.9%	-1.6%
<b>Ménages</b>	<b>7 807.7</b>	<b>8 069.8</b>	<b>8 353.8</b>	<b>8 595.4</b>	<b>8 661.3</b>	<b>8 698.9</b>	<b>8 788.6</b>	<b>8 858.1</b>	<b>1.8%</b>	<b>3.1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 839.9</b>	<b>1 924.8</b>	<b>1 963.5</b>	<b>2 078.1</b>	<b>2 114.4</b>	<b>2 122.7</b>	<b>2 107.3</b>	<b>2 171.2</b>	<b>2.3%</b>	<b>4.5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 538.3</b>	<b>2 735.9</b>	<b>2 860.0</b>	<b>2 883.4</b>	<b>2 872.3</b>	<b>2 878.2</b>	<b>2 884.2</b>	<b>2 905.3</b>	<b>0.9%</b>	<b>0.8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 310.0	2 501.7	2 686.4	2 741.2	2 735.8	2 752.8	2 773.3	2 786.0	1.2%	1.6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	866.5	931.5	873.3	881.7	893.0	895.3	919.2	929.3	3.8%	5.4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	815.7	935.9	1 100.3	1 142.0	1 128.9	1 138.9	1 138.1	1 140.4	0.1%	-0.1%
<i>dont livrets jeunes</i>	38.7	38.0	38.1	38.0	37.5	38.0	37.4	37.7	-0.9%	-0.8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	104.6	100.4	94.7	85.3	85.1	86.0	85.0	84.2	-2.1%	-1.3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	262.3	274.6	367.4	392.5	392.8	397.6	399.5	401.9	1.1%	2.4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	222.2	221.3	212.6	201.8	198.5	197.0	194.0	192.5	-2.3%	-4.6%
Placements indexés sur les taux de marché	228.3	234.1	173.5	142.2	136.5	125.4	110.9	119.3	-4.9%	-16.1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	174.3	191.2	140.8	114.8	109.5	99.2	86.2	86.0	-13.2%	-25.1%
<i>dont bons de caisse</i>	12.4	10.3	8.7	9.7	9.7	9.2	8.6	7.8	-15.9%	-20.0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	41.7	32.7	24.1	17.6	17.4	17.0	16.1	25.5	49.8%	44.7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 429.5</b>	<b>3 409.1</b>	<b>3 530.2</b>	<b>3 633.9</b>	<b>3 674.6</b>	<b>3 698.0</b>	<b>3 797.1</b>	<b>3 781.6</b>	<b>2.3%</b>	<b>4.1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	757.1	754.7	762.0	794.1	806.9	837.0	859.4	869.1	3.8%	9.5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	57.9	55.1	52.6	49.6	48.6	48.5	48.0	46.7	-3.6%	-5.8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7.9	9.2	10.2	10.7	9.9	9.9	10.7	12.2	23.9%	14.5%
<i>dont actions</i>	164.0	110.9	114.2	128.6	128.8	124.8	131.7	123.8	-0.8%	-3.7%
<i>dont obligations</i>	197.6	208.5	222.2	201.5	195.1	187.5	183.9	165.5	-11.8%	-17.9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	147.4	103.2	100.6	96.6	93.4	90.4	95.1	84.8	-6.3%	-12.2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 097.6	2 167.4	2 268.4	2 353.0	2 392.0	2 399.9	2 468.5	2 479.4	3.3%	5.4%
<b>Autres agents</b>	<b>799.6</b>	<b>822.2</b>	<b>748.9</b>	<b>816.1</b>	<b>856.1</b>	<b>862.5</b>	<b>924.0</b>	<b>901.4</b>	<b>4.5%</b>	<b>10.4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>356.2</b>	<b>328.8</b>	<b>318.7</b>	<b>355.7</b>	<b>363.1</b>	<b>364.4</b>	<b>406.8</b>	<b>375.1</b>	<b>2.9%</b>	<b>5.5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>202.9</b>	<b>275.3</b>	<b>285.4</b>	<b>298.4</b>	<b>324.5</b>	<b>322.5</b>	<b>329.4</b>	<b>337.8</b>	<b>4.7%</b>	<b>13.2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	72.0	85.3	150.2	146.2	149.1	138.5	158.2	163.0	17.7%	11.5%
Placements indexés sur les taux de marché	130.8	189.9	135.2	152.2	175.4	184.0	171.2	174.8	-5.0%	14.8%
<i>dont comptes à terme</i>	47.5	64.5	67.1	107.0	128.4	138.8	131.7	137.4	-1.0%	28.4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>240.6</b>	<b>218.2</b>	<b>144.8</b>	<b>162.1</b>	<b>168.5</b>	<b>175.6</b>	<b>187.8</b>	<b>188.5</b>	<b>7.4%</b>	<b>16.3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 743.4</b>	<b>11 070.1</b>	<b>11 525.7</b>	<b>12 019.9</b>	<b>12 175.1</b>	<b>12 460.8</b>	<b>12 584.6</b>	<b>12 513.7</b>	<b>0.4%</b>	<b>4.1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 383.0</b>	<b>3 449.8</b>	<b>3 620.6</b>	<b>3 843.9</b>	<b>3 967.2</b>	<b>4 245.1</b>	<b>4 296.3</b>	<b>4 305.4</b>	<b>1.4%</b>	<b>12.0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 575.6</b>	<b>3 888.5</b>	<b>4 120.8</b>	<b>4 283.4</b>	<b>4 271.1</b>	<b>4 253.0</b>	<b>4 212.4</b>	<b>4 153.1</b>	<b>-2.3%</b>	<b>-3.0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 382.2	2 610.5	2 932.0	3 019.3	3 002.9	2 987.7	3 044.8	3 068.7	2.7%	1.6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	922.1	1 016.9	1 052.8	1 067.5	1 062.6	1 039.6	1 098.1	1 122.0	7.9%	5.1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	831.5	958.5	1 165.5	1 233.5	1 225.5	1 228.6	1 229.8	1 229.5	0.1%	-0.3%
<i>dont livrets jeunes</i>	38.7	38.0	38.1	38.0	37.5	38.0	37.4	37.7	-0.9%	-0.8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	104.6	100.4	94.7	85.3	85.1	86.0	85.0	84.2	-2.1%	-1.3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	262.6	274.9	367.8	392.8	393.2	398.0	399.9	402.3	1.1%	2.4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	222.7	221.8	213.1	202.2	198.9	197.5	194.5	193.0	-2.3%	-4.6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 193.3	1 278.0	1 188.7	1 264.0	1 268.2	1 265.3	1 167.6	1 084.4	-14.3%	-14.2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	589.2	657.8	674.8	803.5	817.8	890.1	880.0	810.3	-9.0%	0.8%
<i>dont bons de caisse</i>	17.8	16.8	9.3	10.5	10.5	9.7	9.1	7.8	-19.3%	-25.3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	270.2	302.8	288.0	283.3	279.8	208.2	115.3	108.7	-47.8%	-61.6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	316.1	300.6	216.6	166.7	160.0	157.3	163.2	157.5	0.2%	-5.5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 784.8</b>	<b>3 731.8</b>	<b>3 784.3</b>	<b>3 892.6</b>	<b>3 936.8</b>	<b>3 962.7</b>	<b>4 075.9</b>	<b>4 055.2</b>	<b>2.3%</b>	<b>4.2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	759.1	756.6	763.8	796.1	809.1	839.3	861.7	871.5	3.8%	9.5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	58.1	55.3	53.0	50.0	49.0	48.9	48.4	47.1	-3.6%	-5.7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7.9	9.2	10.2	10.7	9.9	9.9	10.7	12.2	23.9%	14.5%
<i>dont actions</i>	185.8	126.0	127.2	149.4	148.1	143.4	151.2	142.6	-0.5%	-4.6%
<i>dont obligations</i>	395.0	392.6	426.4	406.5	405.7	394.1	393.9	371.3	-5.8%	-8.7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	280.9	223.0	133.6	125.2	121.2	122.3	135.3	125.0	2.2%	-0.2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 098.0	2 169.1	2 270.1	2 354.6	2 393.9	2 404.9	2 474.7	2 485.4	3.3%	5.6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : septembre 2015